

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1984>



# Campagne Climat / Cop 21, pour la justice climatique, les services publics !

- Actualités -



Date de mise en ligne : vendredi 6 novembre 2015

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

Paris s'apprête à accueillir le 21<sup>ème</sup> sommet des Nations Unies sur le dérèglement climatique du 30 novembre au 11 décembre 2015. Or il est d'ores et déjà assez net que, si accord il y a à l'issue de ces négociations, il ne sera pas à la hauteur du défi pour notre génération de contenir le dérèglement climatique en cours dans des proportions viables pour l'humanité.

Pourtant répondre aux enjeux posés par le réchauffement climatique est indispensable. Le GIEC prévoit, si rien n'est fait une augmentation des températures moyennes de l'ordre de 3,7 à 4,8°C, ce qui aurait des conséquences dramatiques pour la vie humaine sur cette planète : plus de 1,4 milliards de personnes subiront des restrictions d'accès à l'eau, 100 millions de morts liés aux dérèglements climatiques, augmentation colossale des réfugiés climatiques... Et les victimes des dérèglements climatiques sont avant tout les plus pauvres tant à l'échelle mondiale que dans les pays du Nord où les classes populaires sont les plus touchés par la pollution par exemple.

Répondre à l'enjeu climatique, c'est avant tout lutter contre les inégalités.

Lutter contre les inégalités entre pays du nord et pays du sud tout d'abord. L'empreinte écologique moyenne des pays de la zone euro est plus de deux fois supérieure à la moyenne mondiale et près de 5 fois celle de la moyenne des pays africains. Mais cette comparaison cache des inégalités au sein même des pays du nord. Une étude de 2008 menée au Canada, pays du Nord s'il en est, met en évidence que l'impact environnemental des 10 % les plus riches est 2,5 fois plus importants que celui des 10 % les plus pauvres. A l'échelle mondiale, 90 entreprises sont à l'origine des deux tiers des émissions de gaz à effet de serre. Quant à l'agriculture extensive chère au libéralisme, c'est la première source de pollution mondiale.

Agir est pourtant possible. La transition sociale et écologique implique une réorientation de l'économie vers un modèle non productiviste qui ne peut passer que par le développement des services publics et le renforcement des investissements publics : la transformation massif du système productif ne peut être guidé par la recherche de la rentabilité, mais doit répondre aux besoins sociaux et environnementaux. Faire le choix des services publics, c'est aussi faire le choix du contrôle démocratique pour que ça soit la population qui décide dans son intérêt et celui de la planète et non pour celui d'une minorité.

C'est pourquoi la FSU est partie prenante de la Coalition Climat qui rassemble plus de 130 organisations et organise une série de mobilisations autour de la tenue du sommet de la Cop21.

[Le calendrier complet des mobilisations](#)

Pour aller plus loin, lire l'[interview de Julien Rivoire, camarade de l'EE dans contretemps](#)